



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le capitalisme n'a pas d'avenir, les travailleurs et le communisme, si !

Lors des discours du premier mai, Georges-Louis Bouchez a accusé : « le PS aime tellement les pauvres qu'il en fabrique »... Bien sûr les gouvernements socialistes ont soutenu les patrons, petits et grands, qui sont responsables du chômage. Comme si, à son tour, l'exclusion de centaines de milliers de chômeurs dont, selon les propres estimations du gouvernement, deux sur trois ne retrouveront pas de travail, « ne fabriquera » pas massivement des pauvres !

Comme si la réforme des pensions, qui réduira les montants des pensions (jusqu'à 25% dans certains cas), n'allait pas appauvrir massivement les travailleurs après une vie de travail !

Et comment la pauvreté n'augmenterait-elle pas quand les entreprises, après avoir bloqué les salaires et pressuré les travailleurs, suppriment les emplois par dizaines de milliers dans le commerce, les banques, l'industrie, pour préserver leurs profits ?

Et comment le chômage n'augmenterait-il pas, alors que les gouvernements réduisent les services publics et ne remplacent pas ceux qui partent à la pension ?

Le gouvernement De Wever ne fait que prolonger l'offensive des patrons contre les conditions d'existence des travailleurs. Il im-

pose des économies dans les pensions, la sécurité sociale, l'enseignement, les transports publics au nom de « la rigueur » budgétaire, mais il creuse le déficit pour augmenter les cadeaux aux capitalistes, surtout dans les dépenses d'armement. Un déficit qui atteindra 4% du PIB (les richesses produites par les travailleurs) en 2025, et probablement autant en 2029. Et peut-être bien davantage si la guerre commerciale entre l'Europe et les USA aggrave la crise économique...



Ils nous envoient dans le mur

On entend déjà les excuses hypocrites des ministres expliquant que contrairement aux promesses électorales, il n'y a plus d'argent pour baisser les impôts « de ceux qui travaillent ». Hypocrites ! menteurs ! Ils disaient qu'ils ne voulaient pas « laisser de dettes aux futures générations ». Ils leur préparent un avenir de dettes, de misère et de guerres.

Car renforcer l'industrie de l'armement, c'est renforcer l'appétit des capitalistes pour les profits

de guerres aux dépens des populations.

Un rapport confidentiel de la Cour des Comptes révèle que l'achat de 440 blindés à la France en 2018 pour 1,5 milliard coûtera en réalité dix fois plus cher que prévu ! Et qu'en sera-t-il des achats des F-35, des blindés de John Cockerill, des systèmes anti-missiles de la Sonaca ? Le Conseil des ministres vient également d'approuver une dépense de 46 millions supplémentaires, sur un budget initial de 90 millions, pour la construction d'une agence du renseignement du Shape à Mons. Quel budget pour la construction de logements sociaux a augmenté de 50 % ?

Les moyens qui n'existent pas pour enseigner, soigner, loger la population, les gouvernements sont décidés à les trouver pour construire des engins de mort. Et pourquoi ? Parce que les capitalistes se préparent à se partager les marchés, les minerais, les territoires à coups de canons et de drones, par la guerre.

C'est par la guerre que la Russie et les États-Unis se partagent les richesses de l'Ukraine. L'accord, signé par les gouvernements américain et ukrainien, garantit aux entreprises américaines la part du lion dans l'exploitation des minerais, du gaz et du pétrole ukrai-

niens, ainsi que dans les contrats de reconstruction du pays. Et tout cela au détriment de la population ukrainienne !

Au même moment, des millions de familles américaines sont confrontées aux conséquences de la suppression des programmes d'aides alimentaires par le gouvernement Trump. Les rayons des centres de distribution sont vides. Les centaines de milliers de travailleurs licenciés dans l'administration fédérale ont laissé des services qui tournent au ralenti. Les délais d'attente pour recevoir l'aide mé-

dicale ou sociale s'allongent en mois, voire en années !

Non, ce n'est certainement pas « pour la sécurité » de leur population que tous les gouvernements développent l'industrie de l'armement et préparent les futures guerres. Dans ce monde de concurrence, les capitalistes n'ont d'autre issue que la guerre pour accroître leur richesse au détriment des plus faibles, ou pour maintenir leur domination.

Aujourd'hui, en Belgique, en Europe, aux États-Unis, au Moyen-Orient, en Chine, comme en Ukraine, en Russie, les tra-

vailleurs subissent de plein fouet l'offensive des patrons, les coups des gouvernements, les conséquences des guerres commerciales ou des guerres nationales.

Les révoltes des travailleurs sont inévitables. Quand les travailleurs retrouveront la détermination de se défendre, ils retrouveront aussi la perspective de renverser le capitalisme pour construire un monde communiste sans exploitation ni frontières, un monde débarrassé des guerres et de la misère !

Grève du 29 avril

Echos de la manifestation à Gand :

Un délégué de Torfs de Sint-Niklaas (chaîne de 75 magasins de chaussures situés en Flandre) : « Chez nous, la charge de travail augmente... Les salaires ne sont pas élevés... Avec le coût de la vie actuel, il y a de nombreux pensionnés qui continuent à travailler dans les magasins avec des contrats flexi-jobs ! »



Le cortège de la manifestation se terminait au Vrijdagmarkt, devant le bâtiment historique des associations ouvrières socialistes. Bond Moyson est une assurance mutuelle. La devise en dessous rappelle la perspective communiste révolutionnaire : «Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !».

Photo : Sifro Gonzales

Une employée du Service de la Ville de Gand : « Ce que je vois dans ma ville, c'est la pauvreté qui monte partout... Par exemple, le nombre de personnes sans-abris a fort augmenté. C'est grave, alors même qu'il y a un grand nombre de bâtiments inoccupés... »

Un délégué d'un magasin Colruyt de Geraardsbergen : « On est attaqué par le gouvernement mais aussi par notre propre direction. Là, la direction Colruyt veut nous sortir de la commission paritaire 202. Cela signifierait la suppression des primes de week-end, des primes du soir, primes de fin d'année et d'autres... Ce qui ferait d'énormes pertes de revenus au total ! »

Un ouvrier de Volvo Trucks raconte la pénibilité de son travail : « C'est la première fois que je participe à une manifestation. Les collègues étaient nombreux à vouloir venir, alors je suis venu... Cela fait plus de dix ans que je travaille en équipe de nuit, avec

une charge de travail toujours un peu plus lourde... C'est trop fatigant et au final, c'est dur de tout payer, surtout avec les loyers... »

Port d'Anvers : vu d'en haut, vu d'en bas

La grève nationale du 29 avril a mis à l'arrêt le centre de trafic maritime de Zandvliet, qui guide les navires sur l'Escaut ! Résultat : aucun navire ne pouvait entrer ou sortir du port d'Anvers. En à peine un jour de grève, il y avait déjà une centaine de navires en attente.

L'échevin du port d'Anvers, Johan Klaps (N-VA), a exprimé l'avis du patronat en dénonçant la grève comme « irresponsable et scandaleuse », ajoutant que « les pertes économiques se chiffrent en millions d'euros » et « qu'il faudra un ou deux jours avant que le retard ne soit rattrapé ».

Ce sont les conditions de

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

travail des ouvriers du port qui sont scandaleuses ! Les accidents, y compris mortels, sont réguliers. La veille encore, un jeune ouvrier de 29 ans décédait en tombant d'un silo.

Ce sont les travailleurs, comme ce jeune ouvrier et ses collègues, qui permettent de faire tourner le port et sur le dos desquels les grands groupes font leurs « millions d'euros », pendant que les salaires stagnent et que les prix augmentent.

Ce qui est irresponsable, c'est de laisser l'économie être dirigée par des actionnaires dont la seule religion est d'augmenter leurs profits !

Continuant sa diatribe contre la grève, Johan Klaps ajoutait que : « *Nous devons réfléchir attentivement à la manière de gérer ce type d'action lorsque l'ampleur des dommages économiques causés est disproportionnée. C'est comme si les personnes travaillant dans les banques bloquaient tous les comptes bancaires.* » Ça c'est une bonne idée !

En effet, les travailleurs sont au cœur de l'économie ! Et c'est justement pour cela qu'ils pourront, en prenant conscience de leurs intérêts communs, décider de faire tourner les ports, les banques et toute l'économie, sans les capitalistes, dans l'intérêt de l'ensemble de l'humanité.

Elles y ont gagné... la solidarité

A Mons et dans le Borinage, les piquets de grève sont renforcés par des groupes très soudés de travailleuses des Titres-Services. Elles distribuent des tracts, s'adressent aux automobilistes pour dénoncer les attaques du gouvernement. Des femmes

fières, debout, unies par des liens forts, qu'on aimerait tous avoir comme collègues...

Ces ouvrières militantes de la mobilisation ont répondu à l'appel des organisations syndicales qui les ont soutenues lors de leur mouvement, en 2023, pour des augmentations de salaires et le remboursement de leurs déplacements professionnels.

Les syndicats se renforcent lorsqu'ils font le choix de soutenir les travailleurs en lutte au lieu de les freiner, comme lors de la fermeture d'Audi !



« A bas l'Arizona » ou « A bas le capitalisme » ?

Bien sûr le mot d'ordre « A bas l'Arizona » est populaire. Mais il ne renforce pas les travailleurs face aux mesures d'austérité, il leur indique tout simplement une voie sans issue ! Pour se défendre, il faudrait faire tomber le gouvernement Arizona... mais sans préciser comment le faire tomber et par quoi le remplacer !

L'ambiguïté sert avant tout les dirigeants du PS et des syndicats, pour suggérer qu'un gouvernement « de gauche », donc comprenant le PS, serait préférable, et permettrait d'éviter l'austérité. C'est un mensonge dont le seul objectif est de ramener les électeurs vers le PS décredibilisé lors des prochaines élections.

Les mesures d'austérité qui sont actuellement appliquées

n'ont pas pour origine la composition « de droite » du gouvernement, ni le résultat des élections. La NV-A, le MR, le CD&V, les Engagés et Vooruit ne sont pas réellement ceux qui ont élaboré le programme d'austérité. Eux ne sont que les gestionnaires temporaires de l'État.

Leur seule tâche est de résoudre le problème pratique de faire accepter et d'appliquer le programme qui a été décidé par les capitalistes (maîtres des marchés financiers), les actionnaires et propriétaires des grandes entreprises et des banques. Ce programme était connu bien avant les élections, et si le PS avait fait partie de la coalition, lui aussi l'aurait appliqué.

Dès le mois d'avril 2024, trois mois avant les élections, Pieter Timmermans, dirigeant de la FEB, principal syndicat patronal, affirmait : « *Avant les élections, je ne vois aucun parti se positionner en faveur de la suppression de l'indexation des salaires [...], après les élections, on sera obligé.* » « *Tous les dix-quinze ans, ils le font quand même. Le PS l'a fait en 1996, en 2007, deux fois sous Di Rupo.* » Et ce qui est vrai pour la suppression de l'indexation des salaires, l'est pour toutes les mesures anti-ouvrières !

L'État est au service de la classe capitaliste, il sert à accroître et maintenir ses profits et imposer à la population les mesures qui vont dans ce sens.

Comme le système capitaliste ne cesse de s'enfoncer dans la crise, la bourgeoisie exige des mesures pour accroître l'exploitation du travail et pour se renforcer dans la concurrence internationale que les grands groupes capitalistes se mènent. Cela signifie des mesures d'aus-

térités pour accroître la concurrence entre travailleurs et faire pression sur les salaires, et des dépenses militaires pour préparer les guerres.

La même politique est appliquée non seulement en Belgique, mais également dans d'autres pays capitalistes, comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les USA... Là ce ne sont pas les partis de l'Arizona qui dirigent... mais c'est aussi la classe capitaliste !

Alors, à bas le capitalisme !

C'est mieux le PS au gouvernement ?

Paul Magnette, président du PS, compare les réformes de l'Arizona à « *une nouvelle Loi Unique* ». En référence aux mesures d'austérité du Gouvernement Eyskens (libéraux et sociaux-chrétiens) contre lesquelles des centaines de milliers de grévistes se sont mobilisés pendant plus de deux mois durant l'hiver 1960 - 1961.

Une comparaison intéressante en effet ! Car au bout de deux mois d'une des plus grandes grèves du pays, les dirigeants socialistes, Jean Merlot et Achille Van Acker, alors dans l'opposition, se sont entendus avec le gouvernement pour arrêter les grèves et laisser le Parlement voter la Loi Unique sans incidents.



Peu de temps après le vote de cette loi imposant l'austérité, les socialistes remportèrent les élections anticipées. Le gouvernement Lefèvre et les ministres socialistes... mirent alors en ap-

plication les mesures décidées par le patronat pour faire payer les travailleurs.

Non, pas vraiment !

Sur les piquets de grève, dans les manifestations, de nombreux grévistes reprennent le slogan des directions syndicales : « *À bas l'Arizona* ».

La politique du gouvernement De Wever est bien sûr révoltante. Mais de nombreux travailleurs font eux-mêmes la remarque : « *Lorsque la gauche revient au gouvernement, elle ne revient jamais sur les mesures de la droite.* » En effet, pire encore, elle les met en œuvre !

Ainsi, le relèvement de l'âge de la pension de 65 à 67 ans, décidé par le gouvernement Michel en 2015, fut appliqué par la ministre des pensions socialiste, Karine Lalieux, sous le gouvernement Vivaldi.

Alors, pour se défendre, l'objectif n'est pas de compter sur les élections pour remplacer ce gouvernement par un autre. C'est de changer le rapport de forces avec ceux qui leur donnent des ordres, les actionnaires multi-milliardaires !

L'austérité ? Le PS s'y connaît !

« *Nous n'avons jamais caché, et je l'ai dit il y a longtemps déjà, que nous n'échapperons pas à la rigueur. Mais n'est-il pas préférable d'organiser nous-mêmes la rigueur plutôt que d'accepter la rigueur des autres ?* » déclarait en 1992 le régionaliste Jean-Maurice Dehousse. Ce responsable du PS dénonçait alors les partis flamands, au lieu de dénoncer les patrons, qui sont les vrais responsables de la rigueur.

Faire croire qu'un gouvernement PS permettrait d'échapper aux mesures d'austérité de l'Arizona, c'est tromper délibérément les travailleurs ! Des dizaines d'années de gouvernements ont appliqué les politiques d'austérité exigées par le patronat, avec la participation du PS sous prétexte « *d'éviter le pire* ». Souvent le PS a appliqué une politique plus dure que ne l'osaient des gouvernements de droite !

Même en se limitant aux gouvernements fédéraux à participation socialiste à partir des années 1990, le mensonge de ceux qui suggèrent que « *pour se défendre de l'austérité, il faut voter PS* » est manifeste.

Dehaene I (1992-1995)

Le gouvernement Dehaene a pour vice-premier ministre Guy Coëme (PS) et compte plusieurs ministres socialistes. La participation du PS sert à imposer le « *Plan Global de 1993* », un paquet de mesures d'austérité anti-ouvrières et pro-patronales. Une grève puissante y a répondu, ce qui n'a pas empêché le PS de voter les mesures.

Ainsi, le PS participe au gel des salaires pendant deux ans, gel de l'indexation complète pendant six mois, réduction de la majoration salariale pour les heures supplémentaires dans certains secteurs...

Le gouvernement Dehaene, avec le PS, attaque aussi les allocations de chômage, allonge et durcit les conditions d'accès. En particulier, le délai de carence est augmenté à six mois pour les jeunes. Durant les années 90, ce sont des centaines de milliers de bénéficiaires qui sont temporairement ou définitivement exclus des allocations de chômage.

Ce gouvernement mène

également les premières attaques contre le repos du dimanche. La coalition chrétiens-socialistes légalise l'ouverture des commerces le dimanche dans les zones touristiques.

Il cherche également à précariser les contrats travail, exonère de charges les contrats à durée déterminée, les patrons ayant besoin d'embauche y recourent alors d'autant plus, au détriment des CDI.

Les patrons, eux, font le plein de cadeaux : les réductions et exonérations d'impôts et de cotisations patronales se multiplient !

Le PS prétend avoir obtenu des « compensations » : la création des précurseurs des actuels titres-services, et la revalorisation de certaines pensions. Donc rien qui coûtera aux patrons.

Dehaene II (1995-1999)

Elio Di Rupo (PS) est vice-premier ministre, ministre de l'économie et des télécommunications. Le patronat bénéficie de la « loi sur la compétitivité » de 1996.

La loi de 1996 pérennise le gel partiel des salaires imposé par le gouvernement précédent

via la « modération salariale », qui est à l'origine de la « norme salariale » qui, aujourd'hui encore, sert de justification juridique au blocage des salaires réels.

Sous la vice-présidence de Di Rupo, le gouvernement prévoit également de nouvelles diminutions de cotisations patronales et l'augmentation de certaines exonérations fiscales.

C'est aussi ce gouvernement qui poursuit la vague de privatisations entamée sous le gouvernement précédent. Notamment, la préparation de la privatisation de La Poste, la privatisation de 50% de Belgacom, qui fait suite à celles de la Société Nationale d'Investissement, la Société Nationale du Crédit à l'Industrie, du Crédit Agricole, la Régie des Voies Maritimes...

Verhofstadt II (2003-2007)

Le PS est de retour à la gestion des affaires de la bourgeoisie, avec Vande Lanotte à l'Économie et Van den Bossche à l'Énergie.

Les cadeaux du patronat pleuvent. la déduction du capital à risque, crédit gratuit pour les nouvelles entreprises, plafonne-

ment des cotisations sociales dans certains emplois.

Aussi: la chasse est aux pré-pensions anticipés. L'age de départ est relevé, et après un licenciement lors d'une restructuration les travailleurs âgés devront démontrer avoir recherché activement un emploi avant de pouvoir bénéficier de la prépension.

Di Rupo (2011-2014)

Le PS revient aux affaires pour appliquer l'austérité et faire payer la crise financière de 2008 aux travailleurs. Ce gouvernement à présidence socialiste a gelé les dépenses publiques, reculé l'age des pensions anticipés (et participé à jeté les bases de la réforme menée par le gouvernement Michel après lui), durci l'accès aux allocations de chômage et ainsi expulsé des dizaines de milliers de chômeurs vers les CPAS. La sécurité sociale n'échappera pas à l'austérité, avec notamment le plafonnement des remboursements médicaux (notamment pour des soins dentaires). Ce gouvernement Di Rupo est aussi celui de la 6e réforme de l'Etat.

Leur société

Capitalistes de l'armement : l'appétit vient en mangeant

En 2018, l'ex-ministre de la Défense commandait plus de 400 véhicules blindés. Ces engins, spécialisés dans le transport de troupes ou dans le combat, coûtaient 1,5 milliards d'euros qui allaient remplir les poches des marchands d'armes, notamment français.

Mais fin avril, la Cour des Comptes belge révélait que le coût total de ce programme pourrait finalement atteindre 14,4 milliards d'euros. Dix fois plus qu'annoncé ! Des coûts liés à l'entretien, aux infrastructures, aux munitions... n'avaient pas été pris en compte !

Les contrats d'armement sont toujours opaques. Sous prétexte de sécurité nationale, les capitalistes et leurs ministres maintiennent leur business se-

cret. Une façon de dissimuler à la population les méthodes par lesquelles les capitalistes s'enrichissent avec l'argent public.

Par contre, les budgets alloués aux écoles, aux allocations, aux hôpitaux et aux retraites se font découper... ils ne font pas partie de la « sécurité nationale », seulement de la formation des générations futures et de la vie des travailleurs !

Un déficit pour préparer la guerre

Le gouvernement fédéral a déposé son projet de budget 2025, qui prévoit un déficit de 25,5 milliards d'euros. Une explosion par rapport aux 16,9 milliards de l'an dernier. Pourquoi ? Parce qu'il prépare la guerre.

Le gouvernement cherche 4 milliards dès cette année, 17 milliards au total d'ici 2029, pour augmenter les dépenses militaires. Le chef de la Défense, Frederik Vansina, appelle le gouvernement fédéral à décréter la « *situation de crise* » afin « *d'acheter des armes plus rapidement* ».

Pour financer cette course à l'armement, le gouvernement s'en prend à nos conditions de vie. Il veut freiner l'indexation des pensions et des allocations, limiter les droits au chômage à deux ans, et tailler dans les budgets publics essentiels, comme les chemins de fer, visés par 675 millions d'euros de coupes d'ici 2029.

Et selon les ministres, ce n'est qu'un début, car il leur manquerait encore 2 milliards. Cela signifie plus de sacrifices dans les services publics, plus de pression sur les chômeurs et les retraités, pendant qu'ils injectent des milliards dans l'industrie de l'armement et dans les poches des profiteurs de guerre.

La ficelle est grosse

Le gouvernement MR-Les Engagés de la Communauté française a fait mine de découvrir un déficit de 350 millions d'euros dans son budget. Une « *découverte* » qui justifierait des mesures d'austérité supplémentaires dans l'enseignement, la culture ou les sports.

Mais des ministres MR ou CdH/Les Engagés ont toujours partagé le gouvernement de la Communauté française avec le PS, ces vingt dernières années.

Ils mentent comme ils respirent

Taxe sur les plus-values... la fin de l'écran de fumée ?

Pour maquiller d'un peu de « *social* » son programme patronal, le gouvernement Arizona y avait ajouté le projet d'une « *taxe sur les plus-values* ».

La taxe n'aurait porté que sur la revente des actions par des particuliers, et les millionnaires et milliardaires sont tout à fait capables de l'éviter ! Les seuls qui auraient été touchés sont des petits patrons et des employés qui gagnent un salaire suffisamment élevé pour « *boursicoter* ». Le Vooruit en avait fait une condition de sa participation au gouvernement, pour se justifier auprès de son électorat.

Febelfin, la fédération du

secteur financier, fait pression contre le projet de taxe. Elle le qualifie « *d'irréaliste* » alors que des taxes similaires existent dans la majorité des pays européens. Cela montre que même une taxe relativement minime, qui n'impacterait pas la grande bourgeoisie, est aujourd'hui « *de trop* » pour les capitalistes du secteur financier, qui ne sont pas prêts à céder la moindre miette de profit ni le symbole qu'une telle taxe représente.

Les milliardaires vont bien, merci

Le magazine Forbes détaille l'origine de la fortune des dix Belges les plus riches. Attention, amateurs s'abstenir : 10e, Pierre van der Mersch, 2,5 milliards, héritier. 9e, Gérald Frère, 2,9 milliards, héritier. 8e, Theo Roussis, 3 milliards, héritier. 7e, Fabien Pinckaers, 3,1 milliards, ingénieur. 6e, Ségolène Galienne, 3,3 milliards, héritière. 5e, Catherine Périer-D'leteren, 3,4 milliards, héritière. 4e, Alexandre Van Damme, 3,6 milliards, héritier. 3e, Nicolas D'leteren, 4,9 milliards, héritier. 2e, Fernand Huts, 4,9 milliards, héritier. 1er, Eric Wittouck, 9 milliards, héritier.

Ces milliardaires sont devenus riches grâce au travail de générations de travailleurs. Eux-mêmes se sont contentés de naître.

Dans les entreprises

Brèves tract Chemins de fer

Pré-accord pour pré-arrêt des grèves

Les dirigeants des syndicats ont à peine commencé à négocier, et même pas encore sur les

pensions, qu'ils suspendent déjà leur agenda de grève ! Le ministre de la mobilité, Crucke (Engagés) est ravi : « *le dialogue paie* », se félicite-t-il !

Oui, dialoguer avec les ministres ou les patrons sans avoir établi un rapport de force, cela

revient à faire payer les travailleurs !

Immobilisé par la rentabilité

Par mesure d'économie, la direction s'était débarrassée des engins équipés de la TVM (transmission voie-machine) néces-

saire pour les interventions sur les lignes à grande vitesse. Résultat : le 15 avril un TGV est resté bloqué 4h en attendant des engins de secours qui ne pouvaient pas dépasser les 40km/h pour arriver et dépanner... La logique de rentabilité de la direction a réussi à transformer les lignes à grande vitesse en ligne à vitesse 0...

Pauses toilettes

Fréquemment toutes les toilettes du train sont hors service ! Pas d'autres choix que d'aller en gare pour se soulager ! Ça fait une pause, c'est plus confortable, et nous, on ne les paye pas encore 1,10€ ! Par contre, pour les usagers et la ponctualité, c'est une organisation de m...

Direction retardée !

Une des raisons pour lesquelles les toilettes sont souvent HS, c'est qu'elles sont moins entretenues depuis l'introduction de la maintenance fragmentée

(TIM). Les trains rentrent plus souvent en atelier, mais y restent moins longtemps, au détriment des opérations qui prennent plus de temps... comme le détartrage des WC.

Les besoins pressants des usagers ne pressent pas pour la direction obsédée de rentabilité.

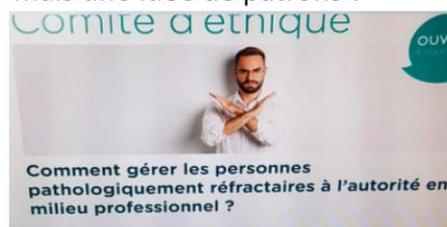
Notre avenir est en jeu !

Après le harcèlement pour le sondage « *Be Well* », la direction invente une tombola pour le sondage sur la plateforme « *We Be* ». Ils espèrent qu'on sera intéressé à donner notre avis par une chance de gagner une boîte à tartine, alors même que nos pensions et nos primes sont attaquées !

Nous, c'est pas qu'on est contre s'exprimer... d'ailleurs on a commencé à le faire lors des grèves !

Les malades qui nous gouvernent

« Comment gérer les personnes pathologiquement réfractaires à l'autorité en milieu professionnel ? ». Une conférence du 17 avril pile dans l'actualité pour le comité d'éthique de l'hôpital Helora de Mons. Car à l'hôpital, comme ailleurs, on a toutes les raisons d'être réfractaires aux fusions et réorganisations de services qui ne font que masquer le manque de moyens et de personnel. Quant à penser que ceux qui s'opposent à la pression relèvent d'une pathologie, ce n'est pas une idée éthique mais une idée de patrons !



Actualités locales

Mons

Vote d'austérité

Au Collège communal à Mons, comme toutes les communes populaires, Mons subit les conséquences des mesures d'austérité décidées par le Gouvernement wallon : baisse de la dotation du fond des communes, - 520.000 euros ; non indexation des contrats APE, - 415.000 euros. Face au refus des banques d'accorder des prêts, la Ville a dû demander une aide financière au Centre régional d'aides aux communes, qui a imposé ses conditions : dix millions d'économies dès cette année.

Pour réaliser cette économie, la majorité PS-PTB-Ecolo ac-

cepte la suppression de postes d'enseignants dans les écoles de la Ville, le non remplacement d'un départ sur deux dans ses services, une baisse de 1,5 millions de la dotation du CPAS et de 1 million dans la Zone de Secours, la baisse des subsides aux associations culturelles et sportives ...

L'accès aux musées, à la piscine Lago-Mons, aux salles Calva sera plus cher pour les non-montois... qui ont pourtant financé toutes ces infrastructures avec leurs impôts.

Des taxes sur les parkings des grands centres commerciaux, des agences bancaires, des propriétaires de kots étudiants sont destinées à montrer que « les

efforts vont être concentrés sur les épaules les plus larges », selon l'échevine du PTB, Céline De Bruyn, qui présente cela comme « *un budget de résistance* ».

Ce n'est pas l'avis du conseiller communal socialiste, Cédric Mélis, qui s'est abstenu de voter le budget communal pour protester contre la baisse des subsides de son association consacrée à des activités culturelles pour les enfants des familles populaires : « *Je suis de gauche, mais cela me choque que le PTB, qui se revendique d'extrême-gauche, valide ce budget !* ».

Pour le moment, les travailleurs et la population ne sont pas assez forts pour défendre

leurs intérêts, c'est dommage. Mais présenter les reculs comme une victoire, c'est tromper les travailleurs.

Disparition de MonsSport ?

Lors du vote du budget à Mons, on apprend la disparition prochaine de l'Asbl MonsSport. Cette association proposait de nombreuses activités sportives à toutes les catégories de la population. Son programme Acti-senior permettait aux pensionnés de faire de la Zumba... ou du Taekwondo pour 2,5 euros la séance.

Dans son programme électoral, le PTB avait écrit : « *A l'heure où la sédentarité et l'isolement social menacent de plus en plus de citoyens, le sport est plus essentiel que jamais au sein d'une ville pour le bien-être de ses habitants. (...) Les gens sont en meilleure condition physique et pour un euro investi dans le sport, 1,2 € sont économisés dans des volets comme la sécurité sociale* ».

Que dire de plus ?

Suppression du chèque culture

Le chèque culture pour les enfants de 0 à 18 ans qui pouvait être utilisé dans les institutions et associations culturelles, par exemple pour des stages durant les vacances scolaires, est lui aussi supprimé. La culture est réservée aux enfants des riches !

Les riches, cela se croit tout permis !

C'est même à cela qu'on les reconnaît ! Julie Taton, conseillère Mons en Mieux (MR) au CPAS, explique le plus sérieusement du monde, du haut de ses escarpins Chanel à 1.000 euros la paire, que « *un million et demi*

d'économies, c'est un manque d'ambition ».

Nul besoin de révolutionnaires pour déclencher des révoltes, l'arrogance des bourgeois, c'est de la dynamite.

La Louvière

Promesses électorales recyclables

Le collège communal PS-MR de La Louvière a décidé d'augmenter la taxe poubelles de 43% dès cette année. Le conseiller communal PTB, Antoine Hermant, dans l'opposition, évalue le coût de la taxe à « *252 euros par an pour une famille de quatre personnes* ».

Xavier Papier (Les Engagés), également dans l'opposition, souligne : « *Pendant des années, nous avons vendu aux citoyens que le tri sélectif finirait par diminuer le coût de ce qui lui serait répercuté.* »

Ce à quoi l'échevin de l'Environnement (PS) Michel Di Mattia, ne pouvait que répondre qu'il appliquait les mesures exigées... par le Gouvernement wallon MR-Engagés.

PS, MR ou Engagés ne valent pas mieux les uns que les autres.

Grève au CPAS

Le 24 avril, les assistantes sociales du CPAS de La Louvière ont fait grève comme dans d'autres CPAS du pays, soutenues par des techniciennes de surface des écoles et des maisons de repos de la Ville pour dénoncer le manque de moyens et la surcharge de travail.

Aujourd'hui, chaque assistante sociale traite 90 à 100 dossiers. En janvier 2026, ce sont 800 à 1.000 personnes supplémentaires si elles sont exclues du chômage qui auront besoin d'une aide sociale.

Pour ne pas avoir à choisir qui aider, ce qui est toujours injuste et arbitraire, il faudra faire payer la grande bourgeoisie qui crée la pauvreté et la misère !

Nationalisme variable

Bart De Wever a enfin trouvé un vrai job : représentant commercial ! Il a fait la pub, au volant, du nouveau modèle électrique EX30 produit à Volvo Gand.

Volvo appartient maintenant au groupe chinois Geely, qui, de bonne guerre capitaliste, produit ce modèle à Gand pour éviter les droits de douanes européens. La publicité de la réussite chinoise à l'appui du nationalisme flamand, fallait oser !

Quant aux emplois que ce nouveau modèle « *permet de préserver* », rien n'est moins garanti. Quatre jours plus tard, Volvo annonçait vouloir réaliser 1,6 milliards d'économies après la « *chute de ses bénéfices* ». Vraie chute ou manipulation comptable, l'avenir le dira peut-être.

Mais une chose est certaine, les gesticulations de De Wever ont le mérite de montrer que l'internationalisme a plus d'avenir que le nationalisme... surtout si ce sont les travailleurs qui s'en emparent.

Help ! Qui peut garder mon bébé ?!

L'accueil des tout-petits se dégrade de mois en mois, en Flandre comme à Bruxelles et en Wallonie.

Une maman témoigne que dans la crèche communale de son bambin, il n'y avait qu'une seule femme de ménage sur quatre pendant plusieurs semaines au mois de mars ! Dans

un lieu où la moindre gastro nécessite de désinfecter continuellement tout le matériel jusqu'aux clenches de portes, c'est tout simplement irresponsable qu'il ne soit pas prévu de remplaçants ou remplaçantes pour faire face aux absences normales et inévitables.

Une gardienne pensionnée qui accueille en dépannage des bébés pour arrondir ses fins de

mois raconte : « *un nouveau bébé est arrivé au milieu du mois de mars. Du fait du manque de personnel, la direction de la crèche où il était inscrit a décidé de fermer ses portes deux jours par semaine jusqu'à nouvel ordre !* »

A chaque fois, la dégradation du secteur signifie, autant de mauvais soins pour les tout-petits, que de stress pour les em-

ploquées et pour les parents qui doivent trouver des gardes de remplacement, et les payer ! Et courir à travers la ville avant et après leurs heures de travail...

Quand cela n'empêche pas purement et simplement certains parents, et en première ligne les mères, de garder leur travail.

International

Face à la guerre, l'union des peuples est la seule solution !

Depuis deux mois, aucun secours n'atteint Gaza. L'État d'Israël impose un blocus total affamant délibérément la population. Cette violence nourrit la haine des Palestiniens et pousse des jeunes élevés sous les bombes vers de futures luttes contre le régime israélien et les Juifs en général. La région toute entière est prisonnière d'un conflit nationaliste permanent, entretenu par les dirigeants américains et européens.

Quand les massacres s'arrêteront, rien ne sera réglé : les Palestiniens resteront endeuillés, les Israéliens et les Juifs enfermés dans la peur des représailles futures.

Mais ce cycle n'est pas une fatalité. Des manifestations ont éclaté, en Israël comme à Gaza, contre leurs dirigeants nationalistes. Un premier pas, car seule l'union des peuples arabes, palestinien et israélien, contre leurs exploiters et l'impérialisme, pourrait réellement mettre fin à ce conflit vieux de plus de 75 ans.

Accord USA - Ukraine

Le 30 avril à Washington, les dirigeants américains et ukrainiens ont signé un accord pour créer un fonds d'investissement pour la « *reconstruction de l'Ukraine* », ravagée par la guerre.

L'enjeu est l'accès pour les États-Unis à l'exploitation des ressources naturelles ukrainiennes et de la main-d'œuvre. Pour mettre la main sur les terres rares : uranium, titane, lithium, graphite, manganèse, ainsi que sur du pétrole et du gaz naturel qui sont produits en Ukraine.

L'administration Trump facilite l'accès au pillage des ressources ukrainiennes par les capitalistes américains. Ils veulent en particulier les terres rares, des minerais indispensables pour la fabrication de nombreux outils technologiques comme des batteries, des puces électroniques, des téléphones portables... les drones et les bombes !

Actuellement, ces terres rares cristallisent les tensions et la concurrence des États-Unis face à la Chine, car celle-ci concentre, à elle seule, 60 à 70% de la production mondiale et

fournit 70% des importations américaines.

L'accord signé entre les États-Unis et l'Ukraine est révélateur de la nature de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Derrière la guerre, il y a des intérêts économiques, des richesses à se partager, le contrôle et la domination sur le monde à se disputer. Voilà les vraies raisons pour lesquelles les dirigeants ukrainiens, russes et occidentaux sacrifient les populations dans leurs guerres.

Une Ukrainienne, interviewée dans les rues de Kiev cette semaine, faisait l'amer constat : « *Notre terre n'est qu'une monnaie d'échange pour le reste du monde (...). Le fait que nos ressources humaines soient considérées comme de la viande en temps de guerre m'attriste* ».

La tristesse finira par être dépassée par la révolte !

Dirigeants US affameurs et pilleurs

Aux États-Unis, les banques alimentaires n'ont plus les moyens de nourrir les plus pauvres. Le programme TEFAP, qui permettait d'acheter les surplus de la grande distribution pour les redistribuer, a été blo-

qué. Alors qu'en Floride, un million de familles vivent sous le seuil de pauvreté, et que dans le pays, ce sont des dizaines de millions de repas qui vont manquer.

Pendant que les familles américaines ont faim, les capitalistes américains se préparent à s'enrichir sur le dos du peuple ukrainien. Avec la guerre, ce sont les trusts capitalistes qui rafflent les terres, l'énergie, les infrastructures d'Ukraine, ainsi que les milliards déversés par le gouvernement américain dans l'armement.

Voilà à quoi ressemble une économie de guerre. C'est une économie organisée pour le pillage des autres peuples par les capitalistes, et qui fonctionne sur la misère, la faim et la surexploitation des travailleurs de son pays.



Soupe populaire dans la plus grande puissance économique

Congo : impérialisme à nu

Voilà trente ans que la région à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), riche en minerais, est en guerre permanente. Plus de 200 bandes armées sont actives dans la région, faisant vivre l'enfer aux habitants. L'armée officielle congolaise, sous prétexte de combattre les bandes armées, commet les mêmes exactions.

Le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda, s'est considérablement renforcé ces dernières

années, au point de s'emparer de capitales régionales. Les grandes puissances capitalistes, loin de dénoncer l'horreur de la guerre, ont soutenu activement le Rwanda, lui accordant des millions d'euros, tout en sachant que ce dernier finançait et organisait le groupe M23.

Depuis quelques semaines, sous pression américaine, les ministres des affaires étrangères congolais et rwandais se sont rendus à Washington pour un processus de « médiation ». En parallèle, une trêve a été signée entre la RDC et le M23 sous pression du Qatar, allié des USA, et des accords bilatéraux sur les minerais sont en cours de négociation entre les USA et la RDC d'une part, les USA et le Rwanda de l'autre.

Ces accords multiples n'ont absolument pas pour but « la fin de la guerre en RDC ». Il s'agit une fois de plus pour les trusts comme Apple ou Tesla de garantir leur accès aux ressources, dans un contexte où les USA veulent s'assurer l'accès aux minerais rares dans le cadre de leur concurrence accrue avec la Chine.

Loin des caméras, des accords moins « officiels » reflètent d'ailleurs les enjeux réels. Dès janvier 2025, un accord aurait été signé entre la RDC et la société militaire privée FSG d'Erik Prince, un proche de Trump. Prince est tristement connu pour avoir dirigé la société militaire privée Blackwater dont plusieurs employés ont été inculpés pour le meurtre de civils irakiens. Sa nouvelle société FSG aurait comme rôle de « sécuriser et taxer » les richesses minières de la RDC. Autrement dit, cette société privée remplacerait l'Etat congolais dans les domaines liés

à la sécurité et à la taxation des ressources minières ! En parallèle, différentes entreprises américaines liées à l'extraction des ressources minières se développent dans la région, comme KoBold Metals.

Cette réalité crue – le pillage par les trusts privés des ressources de la RDC – n'empêche pas les dirigeants des pays européens de décrire le processus actuel de « médiation » comme un « processus de paix », dénonçant au passage le Rwanda et la guerre ! En février dernier, le parlement européen a publié une déclaration « *condamnant fermement* » le Rwanda pour son soutien au M23. Après trente ans de guerre, les dirigeants européens sortiraient soudain de leur indifférence ? Foutaises. Fin avril, le ministre des Affaires étrangères de Belgique, Maxime Prévot, s'est rendu dans différents pays de la région prétendant œuvrer à « la fin du conflit à l'est du pays ». La France a, elle, envoyé des délégués au processus de médiation à Washington. Tous n'ont que le mot « *paix* » à la bouche. Mensonges ! Ils sont là pour négocier leur part dans le nouveau dépeçage en cours. Et ils accompagnent leurs déclarations hypocrites d'un habituel mépris colonial. Maxime Prévot, par exemple, déclare « *rappeler aux autorités congolaises qu'elles ne doivent pas occulter l'impérieuse nécessité de réformes et de dialogue national* ». C'est révoltant.

**Suivez nous
sur les réseaux:
Lutte Ouvrière Belgique**
Email: contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be